

Karakarao fa mivoraka ?

[Mettons la pression, l'adversaire panique]

Tribune – Edito – Ndimby A. – 18/02/10

Il y a un an, les dirigeants et les griots de la Haute autorité de transition (HAT) campaient fièrement sur un socle supposé noble, solide et durable : le peuple malgache dans son intégralité (*vahoaka malagasy tsy vaky volo*), représenté par la HAT, qui (selon la HAT) voulait le changement. Les hommes (et femmes) de la transition se présentaient donc en chœur comme les symboles de l'unité nationale : qu'on nous permette de ricaner devant un tel symbole d'unité nationale aussi instable et aussi peu durable. Car à force de faire les autistes, les choristes du changement foncent droit dans le ravin. S'il ne s'agissait que d'eux, on s'en moquerait, et on serait même tenté de les inviter cordialement à aller plus vite. Mais l'ennui, c'est qu'ils entraînent le pays avec eux.

Pour le plaisir, permettez à votre humble serviteur de rappeler [son éditorial du 19 mars](#) : « *La plate-forme pour la transition vers la IVème République est un patchwork hétéroclite qui ne peut que voler en éclats, quand viendra la distribution des chaises. (...) Comment envisager que des gens comme Jean Lahiniriko, Jacques Sylla, Benja Razafimahaleo, Bruno Betiana, Daniel Ramaromisa, Pierrot Rajaonarivelo, Monja Roindefo, Roland Ratsiraka, Ny Hasina Andriamanjato ou encore Albert Zafy puissent s'entendre de façon durable ? (...) Le seul lien qui unissait la plate-forme était le renversement de Marc Ravalomanana. Cet objectif était fait pour les réunir. Maintenant que cela est réalisé, l'ambition de la plupart de s'imposer aux prochaines élections risque de les diviser. Cette coalition de façade va inmanquablement s'effriter au fil du temps, comme le FNDR à la fin des années 90, les Forces vives de 1991 ou le KMMR de 2002* ». Je laisse au lecteur le soin d'évaluer ces lignes écrites deux jours après le coup d'Etat du 17 mars.

Si l'opposition le pouvait, elle chanterait comme lors des matches de basket « *karakarao fa mivoraka* ». Expression idiomatique, qu'on pourrait traduire imparfaitement par « *mettons la pression, l'adversaire panique* ». Et effectivement, au vu des événements de ces derniers jours, le pouvoir de transition est loin d'être serein. Dissensions apparentes chez les civils et les militaires pro-HAT, réunions urgentes (secrètes ou non), utilisation à l'extérieur et à deux reprises en moins d'une semaine de la carte Vital, envoi de délégations dans les capitales qui comptent pour tenter d'éviter les fameuses sanctions internationales, rumeurs de démission de Andry Rajoelina et de mise en place d'un directoire militaire, consultations pour un remaniement improvisé, et comble du comble, Kouchner au Congo : le *Bwana* est allé faire des *salamalecs* chez le Président en exercice de la SADC pour soutenir le dernier-né du réseau françafricain. On ne sait cependant si les *salamalecs* actuels *made in France* se font comme au temps de Foccart : le chic du chèque et le choc des ventes d'armes. Ou à coups de bombes non artisanales, comme le sabotage du bateau de Greenpeace en Nouvelle Zélande par les services secrets de la France, nation généreuse et patrie de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Bras de fer



Ce qui précède sont autant d'exemples qui montrent que dans les coulisses nationales et internationales, le bras de fer entre [modérés et faucons](#) fait rage. Signe important qui montre que la HAT fait des pieds et des mains pour trouver une porte de sortie honorable, après la porte d'entrée déshonorante qu'étaient les *kalachnikovs* : la réunion du GIC prévue lundi dernier a été décalée de quelques jours, afin de donner une

dernière chance aux négociations préparatoires, et éviter d'arriver à un point de non-retour. Elle aura donc lieu ce jour à Addis-Abeba. Cela fait des mois que la communauté internationale, le secteur privé, la société civile et la presse avertissent des dégâts de ce coup d'État et appellent à une solution. Faillites, droits de l'homme, chômage, AGOA, récession, haine entre les Malgaches, délinquance en hausse : jusqu'alors, l'urine hâtive s'en est foutue royalement. Mais il a suffi que des sanctions individualisées (interdiction de visa, gel des avoirs etc.) soient évoquées contre les *apparatchiks* de la HAT, pour que tout à coup la mouvance Rajoelina s'aperçoive qu'elle devait vite quitter son arrogance de clan monozygote. Par souci de l'intérêt supérieur de la Nation ? lol.

Il est devenu notoire, du moins selon certains illuminés, que Madagascar a des leçons à donner au monde entier en matière de démocratie. [Le Conseil des droits de l'homme](#) de l'ONU, qui a convoqué le Ministre Razanamahasoa et sa délégation pour présenter la situation à Madagascar, a eu droit à l'habituel argumentaire rassuré et avarié. « *Les réunions de l'opposition ont été suivies de destructions de biens. C'est pour protéger l'ordre public que nous les avons interdites* ». « *Il n'y a eu en tout et pour tout que trois journalistes emprisonnés, et qui l'ont été pour des délits relevant du pénal, et non de la liberté de la presse* ». « *Les victimes d'arrestations arbitraires peuvent toujours s'adresser aux voies de recours* ». Et ainsi de suite, sans oublier la meilleure, que l'on résumerait ainsi : si la communauté internationale est tellement intéressée à faire progresser les droits de l'homme à Madagascar, qu'elle reprenne l'aide. Mais ceci va bien avec le style de la HAT : d'un côté, on tente des missions de lobbying de la dernière chance, et de l'autre on continue les fanfaronnades lors des conférences de presse : *tsy maninona io fa reveo, législatives no ady eo...* Quelle crédibilité peut-on retirer de cette schizophrénie ?

Langue de bois et vente de salade en gros : on voit pourtant bien depuis 12 mois que cela ne marche pas vis-à-vis de la communauté internationale. Pourquoi la HAT s'entête-t-elle alors à faire avaler ces couleuvres que personne ne trouve digeste ? Et Raharinaivo Andrianantoandro, qui devait également participer à cette réunion à Genève, a été interdit de sortie de territoire au nom de la démocratie, pour éviter de témoigner de la vigueur du respect des droits de l'homme chez nous. Cependant, en bons Malgaches férus de *Fihavanana*, rassurons-nous : la délégation qui est allée à Genève est en bonne santé, car le ridicule ne tue pas.

Bourdes de communication

Et pendant ce temps, la communication hâtive et poussive poursuit ses ratés. Déjà, le dernier déplacement de Monsieur Rajoelina en Europe a été présenté avec force véhémence comme un « voyage privé ». Or, il s'est avéré finalement que l'emploi du temps a été rempli d'activités en tant que Président de la HAT, ce qui ne le rendait privé que du bout des lèvres. Puis, le service de la communication d'Ambohitsorohitra a démenti avec force et vigueur les rumeurs de rencontre prévue avec Mouammar el Kadhafi. Or lors de son interview avec LCI, Andry Rajoelina a lui-même reconnu qu'une rencontre était prévue, mais que finalement « le Guide » n'a pu le recevoir pour cause d'emploi du temps trop chargé. Et maintenant, alors que la HAT est dans une zone de turbulences sévères, la gestion de sa communication se fait à la mode stalinienne, navigant entre silence assourdissant et communiqués propagandistes au français quelquefois approximatif. Car si un éditorialiste ou un secrétaire peut se permettre de faire des erreurs dans le maniement d'une langue, quand on se targue d'écrire au nom de la République, on a au moins la décence de ne pas faire de fautes d'orthographe, de style ou de grammaire dans des communiqués de presse officiels. Et surtout, apprendre que la communication d'une institution ne signifie pas systématiquement mentir, dire que tout va bien, que personne n'a fait mieux et que les autres sont méchants.

Souvent la HAT, connue dans le monde entier pour son respect éclatant des valeurs de la démocratie et des libertés fondamentales, se pose bizarrement en donneuse de leçons envers la communauté internationale dans ces domaines, comme dans son communiqué du 12 février en réaction à la dernière résolution du Parlement européen : « *dans les règles démocratiques, une citation pour un droit à la parole sinon des investigations approfondies auraient été de mise avant une telle prise de résolution unilatérale* ». Les innombrables victimes de [tondro-molotra](#) et Haja la bouquiniste d'Ambohijatovo apprécieront. Et pour le plaisir d'agréments le catalogue des bourdes, la Délégation de l'Union européenne à Madagascar vient de distribuer un [communiqué](#) sur l'idée de Andry Rajoelina de s'adresser à la Commission de Venise pour demander un « dépannage constitutionnel », informant que cette démarche était inappropriée, car les compétences de cette institution se limitent à l'Europe. Quand on projette des contacts diplomatiques sans même savoir à qui doit-on et ne doit-on pas s'adresser, on n'est pas loin de toucher le fond. Les regards se tournent encore une fois vers les pseudos conseillers en diplomatie et en communication du Président de la HAT. Seraient-ce les mêmes qui sont à l'origine du discours plagié de New York ?

Andry Rajoelina est donc actuellement en train de payer le choix d'un entourage bidon et bancal, une espèce d'attelage où la carpe et le lapin fréquentent le rapace, le vautour et le dinosaure. Outre le fait que Monsieur Rajoelina aie lui-même des initiatives plus que discutables, la mauvaise qualité de son entourage est une circonstance aggravante. Mal conseillé, mal entouré, il a choisi pour *sherpas* diplomatiques des personnes à la vision périmée ou au tempérament assez curieux. Par exemple, Norbert Lala Ratsirahonana, théoriquement grand ponton du droit constitutionnel malgache, mais dont le nom sera rattaché aux pseudo-textes juridiques du 17 mars 2009, ou à cette étrange convention d'Épinal qu'il a manigancée derrière le dos de tout le monde, y compris de ses alliés. L'incapacité de Monsieur Rajoelina à couper le cordon ombilical avec les extrémistes qui l'ont porté au pouvoir le mène doucement mais sûrement à une situation ingérable.

Minoa fotsiny ihany...

Trouver la porte vers la sortie de crise implique qu'il faut poser la bonne question : pourquoi en sommes-nous encore à ce stade de crise aujourd'hui ? Il ne s'agit pas ici de refaire de grandes démonstrations sur la source du coup d'Etat, mais d'identifier les sources du blocage vers la solution. Celles-ci ne sont que différents aspects des mêmes erreurs d'appréciation, et saupoudrée de « *Minoa fotsiny ihany* » psalmodié ou pensé : croire que le peuple malgache entier est derrière Rajoelina ; croire que Madagascar peut se passer de l'avis de la communauté internationale ; croire que la HAT peut persister avec succès dans son unilatéralisme ; croire que le débauchage de quelques girouettes et retourneurs de veste va transformer un gouvernement monocouleur en une équipe inclusive et consensuelle ; croire que les élections législatives à la sauce hâtive apporteront l'apaisement ; croire que Marc Ravalomanana n'a fait aucune erreur ; croire que les *zanak'i Dada* ont les moyens de renverser la vapeur à coups d'imprécations ; etc.

La solution passe par la discussion, sans la pesanteur des faucons, des incompetents, des inconscients et des *contoukour*. Comme dirait la forumiste Sevane, cela fait beaucoup de syllabes qui sonnent con, et qui perturbent l'atmosphère par leur haine, leur esprit de revanche et de vengeance, mais aussi leur volonté de protéger leurs petits *business juteux* nés pendant la crise. Toutes les parties en présence doivent donc mettre de l'eau dans leur vin avant que celui-ci ne soit définitivement tiré. Sinon, il faudra le boire, et jusqu'à la lie.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Karakarao-fa-mivoraka,13574.html>